



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Agriculture et développement socialiste

Marie Lavigne

Citer ce document / Cite this document :

Lavigne Marie. Agriculture et développement socialiste. In: Économie rurale. N°112, 1976. Agriculture et développement socialiste. pp. 3-6;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2404>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_112_1_2404

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Quelle est la voie socialiste de développement de l'agriculture ? Quel rôle joue l'agriculture dans le développement économique général ? Les réponses à ces deux questions sont aujourd'hui nuancées et diverses selon les pays socialistes. Cette variété peut s'apprécier à quatre points de vue : 1) les formes institutionnelles (le choix n'est plus entre fermes d'Etat et coopératives ; les types d'exploitations se combinent, s'associent ; le plus nouveau, le combinat agro-industriel, ne peut pas s'analyser simplement par référence à une forme de propriété) ; 2) les modes de planification et gestion : l'exécution du plan est stimulée par des mécanismes d'incitation tel le profit ; on doit dans cette perspective réexaminer le problème des subventions et plus généralement des transferts entre Etat et agriculture ; 3) la condition du travailleur agricole : comment s'apprécie aujourd'hui l'exode rural, que signifie le rapprochement entre ville et campagne ; 4) le rôle de l'agriculture dans les échanges extérieurs des pays socialistes ; peut-être faut-il réviser le mythe d'une agriculture socialiste vouée définitivement à la dépendance par rapport aux approvisionnements extérieurs.

Abstract

Farming and Socialist Development - What is the socialist form of agricultural development ? What part does farming play in general economic development ? At present the answers to these two questions are not simple and vary according to the country in question. This variety can be seen in four aspects of the question : 1) Institutions (the choice is no longer between State farms and cooperatives ; different types of farms are combined and associated ; the newest form, the agro- industrial combinat, cannot be analysed simply with reference to one form of ownership). 2) Planning and management methods. The carrying out of the plan is encouraged by types of motivation such as profit. From this point of view, the problem of subsidies and more generally the transfer of funds from the State to farming must be reexamined. 3) The position of the farm worker : how can rural depopulation be measured today ? What is the significance of closer links between town and country ? 4) The role of farming in socialist countries foreign trade : perhaps the myth of socialist farming eternally dependent on importations should be revised.

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE

Marie LAVIGNE

Université de Paris I

Quelle est la voie socialiste de développement de l'agriculture ? Quel rôle joue l'agriculture dans le développement économique général ? Les réponses à ces deux questions sont aujourd'hui nuancées et diverses selon les pays socialistes. Cette variété peut s'apprécier à quatre points de vue : 1) les formes institutionnelles (le choix n'est plus entre fermes d'Etat et coopératives ; les types d'exploitations se combinent, s'associent ; le plus nouveau, le combinat agro-industriel, ne peut pas s'analyser simplement par référence à une forme de propriété) ; 2) les modes de planification et gestion : l'exécution du plan est stimulée par des mécanismes d'incitation tel le profit ; on doit dans cette perspective réexaminer le problème des subventions et plus généralement des transferts entre Etat et agriculture ; 3) la condition du travailleur agricole : comment s'apprécie aujourd'hui l'exode rural, que signifie le rapprochement entre ville et campagne ; 4) le rôle de l'agriculture dans les échanges extérieurs des pays socialistes ; peut-être faut-il réviser le mythe d'une agriculture socialiste vouée définitivement à la dépendance par rapport aux approvisionnements extérieurs.

Farming and Socialist Development

What is the socialist form of agricultural development ? What part does farming play in general economic development ? At present the answers to these two questions are not simple and vary according to the country in question. This variety can be seen in four aspects of the question : 1) Institutions (the choice is no longer between State farms and cooperatives ; different types of farms are combined and associated ; the newest form, the agro-industrial combinat, cannot be analysed simply with reference to one form of ownership). 2) Planning and management methods. The carrying out of the plan is encouraged by types of motivation such as profit. From this point of view, the problem of subsidies and more generally the transfer of funds from the State to farming must be reexamined. 3) The position of the farm worker : how can rural depopulation be measured today ? What is the significance of closer links between town and country ? 4) The role of farming in socialist countries' foreign trade : perhaps the myth of socialist farming eternally dependent on importations should be revised.

A travers les rapports présentés et les débats entendus à Montpellier (1), deux questions sont constamment posées : que signifie le développement socialiste de l'agriculture ? Quelle est la contribution de l'agriculture au développement socialiste ?

Les réponses étaient, ou semblaient, simples pour ces deux questions il y a encore une quinzaine d'années, quand on observait les agricultures socialistes, et tout particulièrement lorsqu'on généralisait aux situations de toute l'Europe socialiste le cas soviétique. La socialisation de l'agriculture paraissait impliquer, à plus ou moins long terme, la constitution d'un « seul secteur universel », en « élevant la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété du peuple tout entier » (2) ; cela sous-entendait que l'exploitation coopérative, forme imparfaite de rapports socialistes de pro-

duction, devait selon des modalités à fixer se rapprocher peu à peu de la ferme d'Etat. Quant au rôle de l'agriculture pour le développement, il consistait essentiellement à fournir à l'industrie les moyens de sa croissance, en lui procurant de la main-d'œuvre, en dégageant un surplus par différents procédés (planification des livraisons obligatoires, système de doubles prix de collecte impliquant des prix de réquisition pour le quota obligatoire, et des prix à peine supérieurs aux coûts au-dessus du quota, lourde fiscalité sur les coopératives et leurs membres, dissuasion de l'exploitation personnelle, absence de régularité et de garantie pour la rémunération du travail effectué dans l'exploitation collective).

Cela a correspondu, il est vrai, à une conception historique de l'agriculture socialiste. Mais, dès le milieu des années cinquante, on a commencé à s'en écarter dans tous les pays. Aujourd'hui, non seulement on ne peut se contenter du schéma esquissé ci-dessus, encore tenace dans certaines représentations, mais encore il faut admettre toute la diversité des solutions adoptées et des positions de

(1) En conclusion du Colloque de Montpellier (septembre 1975), Mme LAVIGNE a exposé le point de vue de l'économiste général et fait la synthèse des travaux et débats du colloque.

(2) J. STALINE : Les problèmes économiques du socialisme en URSS, Norman-Béthune, Paris, 1952, p. 18 et 94.

principe selon les pays. Quatre domaines retiennent spécialement l'attention :

1. — les formes institutionnelles ;
2. — l'organisation de la planification-gestion du secteur agricole ;
3. — la condition du travailleur agricole ;
4. — la place de l'agriculture dans les échanges internationaux des pays socialistes.

I — LES FORMES INSTITUTIONNELLES

Nous sommes habitués à raisonner sur des statistiques de proportions : SAU du secteur socialisé et du secteur privé par rapport à la SAU totale ; dans le secteur socialisé, proportion des fermes d'Etat et des exploitations coopératives ; à l'intérieur du secteur coopératif, importance des lopins de terre personnels, en surface et par rapport à la production totale ou commercialisée.

Nous sommes également portés aux rappels historiques concernant l'opportunité de la nationalisation du sol, les modalités de la collectivisation et le rapprochement progressif des formes de propriété.

Sans doute, ces éléments historiques ou statistiques constituent un rappel utile, mais il faut aujourd'hui les dépasser. Les débats et rapports ont en effet mis en évidence :

— la pluralité des combinaisons actuelles (équilibre entre le secteur d'Etat et le secteur coopératif comme en URSS, dominance du secteur coopératif dans la plupart des démocraties socialistes d'Europe, combinaison entre un secteur privé dominant et le secteur étatisé (Pologne) ou autogéré (Yougoslavie) ;

— l'empirisme des évolutions futures, qui ne relèvent plus d'affirmations *a priori* de la supériorité de telle ou telle forme ;

— la multiplicité des liaisons institutionnelles, entre coopératives de production, commercialisation, exploitation de matériel ; entre coopératives et fermes d'Etat ; entre exploitations agricoles et entreprises industrielles ; entre secteur socialisé et secteur privé ;

— la multiplicité des modèles d'organisation dont la discussion sur la taille optimale des exploitations a fourni l'illustration ;

— la nouvelle ligne de démarcation entre secteur d'Etat et secteur coopératif, fondée non plus sur le statut mais sur la spécialisation des productions (RDA).

Il semble bien qu'au moins dans certains pays, en Bulgarie notamment, on voie naître un type d'organisation, le combinat agro-industriel, où les différences institutionnelles entre la coopérative et la ferme d'Etat s'estompent, et où on emprunte à la première certaines formes de participation à la gestion, à la seconde l'unité de direction. L'entreprise agricole autogérée yougoslave dont nous avons vu un exemple illustre également cette tendance, jusqu'à un certain point.

II — LA PLANIFICATION-GESTION

Le secteur agricole a longtemps semblé rebelle à la planification tant pour des causes naturelles (aléas météorologiques et climatiques) qu'en raison de la résistance socio-politique des paysans ; par compensation, une planification volontariste dont on connaît les excès (livraisons planifiées à un niveau délibérément trop élevé, méconnaissance intentionnelle des mécanismes d'incitation) a cherché sans y réussir à surmonter ce handicap.

Ici encore, une nouvelle réalité se dégage.

La **planification** est aujourd'hui, partout, moins « tendue » et plus décentralisée. Elle est fondée sur un système contractuel fixant un minimum de livraisons, les ventes hors quota étant faites à des prix plus rémunérateurs. Elle part des exploitations et non de directives centrales. Elle est enfin plus scientifique ; on signalera notamment le recours aux balances interbranches (tableaux d'échanges interindustriels, dans la terminologie française), de plus en plus nécessaire du fait que les liaisons agriculture-industrie s'intensifient.

Les **mécanismes de stimulation** à la bonne exécution du plan transposent dans l'agriculture certains éléments de la réforme économique réalisée dans l'industrie. L'intéressement au profit se développe avec d'ailleurs des conséquences semblables à celles que l'on observe dans l'industrie (cf. n° 111, J. Hossenlopp, à propos des exploitations à production diversifiée qui jouent sur les « assortiments de production » les plus avantageux). Il s'agit donc de permettre aux exploitations de faire, conserver et utiliser des bénéfices.

La réalisation de bénéfices suppose que les exploitations reçoivent pour leurs produits des prix supérieurs aux coûts, ceci tant pour les intéresser à leurs recettes que pour prendre en considération les hausses de coûts liées à l'introduction d'un système de rémunération fixe et garantie dans le cas des coopératives. Aussi bien les rapports et communications ont fait état, pour tous les pays étudiés, de relèvements des prix de collecte. Ceci pose évidemment le problème de la relation entre prix de détail et prix d'achat ou collecte. S'il apparaît, dans le cas de la Roumanie, que la différence entre les deux types de prix est positive, la situation n'est de loin pas généralisable, et donc, en cas de différence négative, se pose le problème de la subvention (Pologne, RDA pour certains produits, URSS).

Il ne suffit pas que l'agriculture puisse réaliser des profits ; encore faut-il qu'elle les conserve dans une proportion équitable, et à cette exigence correspond une réforme de la fiscalité dont les lignes sont semblables : taux d'imposition moins élevé, assiette modifiée — le revenu net remplaçant le revenu brut, avec en général une franchise pour un taux minimum de profit, 5 % par exemple — introduction de redevances sur les ressources naturelles.

Enfin l'agriculture doit être en mesure d'utiliser effectivement les bénéfices réalisés. La maîtrise du matériel, assurée dans la plupart des pays par la suppression des stations de machines et tracteurs, et la possibilité pour les exploitations de mener une politique propre d'investissements, traduisent cette dernière condition.

L'agriculture est-elle subventionnée dans les pays socialistes ? Question essentielle : on relèvera à ce propos la contradiction interne de certaines critiques occidentales du

système socialiste, affirmant simultanément que dans ce système l'agriculture est exploitée en tant qu'elle fournit un surplus utilisé pour l'industrialisation, et qu'elle est un gouffre budgétaire.

Les transferts de l'Etat à l'agriculture peuvent revêtir plusieurs formes :

— investissement (80 % des investissements agricoles sont budgétisés en Roumanie) ;

— bonification de taux d'intérêt, conditions avantageuses de crédit, remises de dettes anciennes ;

— existence d'un double niveau de prix, les prix des livraisons hors quota étant plus élevés que pour les livraisons planifiées prévues aux contrats. Ce système, signalons-le, conduit à assurer des recettes élevées aux exploitations en cas de production abondante et vice-versa — à comparer avec les systèmes occidentaux de soutien des marchés ;

— subventions aux prix de détail, dont on a dit l'importance dans certains pays. Remarquons qu'économiquement il est inexact de parler de compensation quand, en RDA par exemple, on ferait couvrir par les impôts sur les boissons alcoolisées la subvention qui va au lait et aux produits laitiers. On sait bien que ce type d'« affectation » (en pays socialistes comme en pays capitalistes) est une fiction symbolique ; en fait, s'il y a subvention nette des prix de détail dans leur ensemble, une fois les compensations effectuées, c'est le contribuable qui paie, et dans les pays socialistes où la fiscalité sur les revenus personnels est très faible, le contribuable principal, ne l'oublions pas, c'est l'industrie.

Mais peut-on vraiment établir le solde net des transferts Etats agriculteurs ? Dans l'état actuel des documentations statistiques, c'est impossible ; c'est aussi, sans doute, un faux problème. La question n'est pas de savoir qui « profite » le plus de ces transferts ; il est beaucoup plus important de les replacer dans une politique sociale garantissant aux consommateurs un niveau bas de prix pour les produits alimentaires de base, et aux producteurs des revenus qui les rapprochent des travailleurs industriels.

III — LA CONDITION DU TRAVAILLEUR DANS L'AGRICULTURE

Limiter l'analyse de cette question à une comparaison de revenus (entre l'ouvrier et le paysan, entre le paysan kolkhozien et le travailleur de la ferme d'Etat), comme le fait l'approche traditionnelle, est à la fois insuffisant et artificiel. D'une part les différences de statut social ne se réduisent pas à des écarts de revenus ; d'autre part, l'autoconsommation agricole, les difficultés d'évaluation des ventes libres sur les marchés urbains, faussent les données.

Si l'on schématise le problème, on peut le résumer ainsi : que veut-on faire du paysan ? Souhaite-t-on sa disparition progressive, ou un rapprochement entre ses conditions d'existence et celles du citoyen ?

La première solution supposerait un encouragement à l'exode rural. Contrairement à M. Mazoyer, nous avouons une certaine perplexité. Les rapporteurs des pays socialistes nous ont indiqué que les plans prévoyaient, à long terme, une baisse plus ou moins sensible des agriculteurs dans la population active, et même (Yougoslavie)

une réduction absolue du nombre des paysans. Peut-être en effet doit-on noter un certain ralentissement de l'exode rural, mais non un arrêt de cette politique.

La seconde solution se manifeste à travers différents développements : activités associant travaux ruraux et para-industriels (Pologne, Hongrie) ; modernisation de l'agriculture entraînant pour les paysans des conditions de travail proches de celles de l'ouvrier, semaine de cinq jours, travail posté, etc. (RDA). On en rapprochera les attitudes nouvelles à l'égard du secteur privé ou personnel, notamment par l'allègement de la fiscalité ; par l'accès facilité, pour les paysans individuels, au matériel agricole (possibilités d'achat ou location), aux engrais ; par des subventions aux producteurs privés de fruits ou légumes s'ils passent des contrats avec les coopératives de consommation (Hongrie) ; par le système appliqué en Pologne de rachat des terres privées contre une rente viagère. Dans le même sens, pour terminer, on notera les transformations de la vie rurale, du point de vue de l'habitat, des conditions de l'éducation, des soins médicaux, tous éléments dont il a été beaucoup question ici, sans qu'il soit facile de trancher — doit-on aligner le mode de vie paysan sur le modèle urbain, ou conserver une « spécificité » qui bien souvent traduit une inégalité ?

IV — LA PLACE DE L'AGRICULTURE DANS LES ECHANGES INTERNATIONAUX DES PAYS SOCIALISTES

Que l'on permette au rapporteur de tempérer les conclusions pessimistes auxquelles aboutissait le rapport planétaire et prospectif du groupe qui avait examiné cette question. Nous nous bornerons ici à deux remarques, l'une concernant le comportement général des pays socialistes dans les échanges extérieurs, l'autre, les problèmes agricoles tels qu'ils sont traités au sein du Comecon.

Les pays socialistes ne connaissent pas le mythe du « dynamisme à l'exportation » si développé à l'Occident. Ils exportent avant tout pour couvrir leurs importations nécessaires. Cette priorité à l'importation est d'ailleurs plus manifeste dans les échanges avec les pays capitalistes développés, auprès desquels les pays socialistes se procurent, en premier lieu, une technologie qu'ils ne produisent pas encore. Elle est moins marquée dans les rapports entre pays socialistes, surtout depuis une dizaine d'années, du fait que l'on n'importe pas seulement ce que l'on ne peut pas produire sur son territoire, mais aussi ce que l'on a renoncé à produire dans le cadre de la coordination des plans au sein du Comecon.

Pour acheter des équipements à l'Ouest il faut donc vendre ce que les partenaires demandent ; or il est généralement plus facile aux pays socialistes d'écouler des produits primaires et notamment des denrées agricoles (sous réserve de situations particulières comme les restrictions de la CEE aux achats de viande bovine en 1974-75) que des produits transformés. Si donc on vend ces produits à l'Ouest on ne peut pas en même temps les exporter sur le Comecon.

Quant au rôle de l'intégration socialiste, il est faible en ce domaine, beaucoup plus que dans l'industrie. Il n'existe pas de politique agricole commune ; les échanges des produits agricoles ne sont pas libres mais, comme pour les biens industriels, fixés dans des accords et protocoles bilatéraux ; les prix entre pays socialistes se fondent sur les

prix mondiaux, et ne se répercutent jamais, s'agissant de ces produits, sur les prix internes, donc il n'y a pas lieu d'appliquer une politique de « soutien des marchés » du type CEE. Cependant certains économistes, bulgares notamment, recommandent que l'on mette à l'étude un système de prix augmentant l'intérêt des pays producteurs à vendre sur le marché du Comecon ; des hausses sont intervenues en 1975, en liaison avec le rajustement général des prix intra-Comecon, mais elles sont encore trop limitées pour stimuler vraiment les exportateurs. Quant à la coordination des plans dans le Comecon, elle est d'autant plus

délicate ici que les planifications agricoles nationales sont différentes par leurs méthodes et qu'en général la planification agricole est beaucoup plus souple et déconcentrée que dans l'industrie. Aussi la coordination couvre essentiellement la recherche dans les domaines de la construction du matériel agricole, de la mise au point d'engrais, insecticides, etc. Rien n'interdit de penser qu'elle se développera pour englober la production elle-même, ce qui peut à long terme infirmer les prévisions exagérément pessimistes sur la dépendance absolue des pays de l'Est par rapport aux approvisionnements extérieurs.